

## SOUVENIRS DE GUERRE

Après l'abolition du service militaire obligatoire par l'armistice du 22 juin 1940, sous la férule du gouvernement de Vichy, les Chantiers de la jeunesse, qui étaient une sorte de service civil obligatoire, firent leur apparition le 30 juillet 1940. Les jeunes Français de vingt ans, résidant en zone libre ou en Afrique du Nord, devaient effectuer un stage de huit mois où ils vivaient en camp près de la nature, accomplissant des travaux d'intérêt général dans une ambiance militaire. À partir de 1943 où fut instauré le Service du Travail Obligatoire (STO) en Allemagne, face aux pressions ennemies, les Chantiers qui subirent des contrôles musclés de la *Wehrmacht* se transformèrent en un gigantesque réservoir de main d'œuvre au service de l'occupant. Le STO concernait les jeunes garçons nés en 1920, 1921 et 1922. Les Chantiers mobilisèrent la classe appelée sous leurs drapeaux en novembre 1942. Parmi ces 32 000 Français, 16 000 furent envoyés en Allemagne, 7 000 s'évanouirent dans la nature et 9 000 furent astreints à travailler en France pour l'effort de guerre allemand.

Dans les faits, chaque appelé recevait une convocation écrite l'assignant à se présenter tel jour à telle heure pour le travail obligatoire. Les insoumis étaient passibles de représailles ; la milice passait dans les maisons, et, si un jeune manquait à l'appel, ses parents étaient tenus pour responsables. Effrayés, ceux-ci encourageaient généralement leur fils à partir, mais ils n'étaient pas toujours écoutés. Beaucoup de jeunes hommes, réfractaires au STO, se faisaient établir de faux papiers puis allaient se cacher dans des fermes où ils étaient logés et nourris. La milice menaçait les parents de prison pour les forcer à parler, la méthode se révélait parfois opérante. Une fois la cache révélée, le garçon était emmené d'office et son hôte fusillé. C'est pourquoi les gens restaient frileux à dissimuler un jeune sous leur toit. L'Aveyron accueillit néanmoins de nombreux fugitifs, car la présence de

l'occupant était moins pesante que dans les autres départements du Sud de la France.

Entre l'hôtel-restaurant, la société de transport et l'entreprise de battage qu'ils avaient hérités de leurs ascendants respectifs, mes parents connaissaient tout le monde dans le pays. Personne n'était mieux qualifié qu'eux pour « placer » dans les fermes avoisinantes ces réfugiés qui venaient de partout. Le samedi soir, la troupe de jeunes gens avait pris l'habitude de se réunir à Camarès dans un grenier que leur cédait mon père. Ils aimaient se retrouver en lieu sûr pour discuter, jouer aux cartes... en observant évidemment le maximum de discrétion, car la milice aux aguets rôdait constamment. En 1943, la plupart d'entre eux s'engagèrent dans le maquis. Les Allemands avaient baptisé les maquisards « les terroristes » à cause de la terreur qu'ils semaient dans leurs rangs. Peu organisés ou encadrés et sans véritable unité d'action jusqu'à la fin de l'hiver 1943-1944, les maquis aveyronnais devinrent plus puissants à partir de 1944. Au moment du débarquement, toutes les forces de la Résistance furent mises en action. Les Alliés larguaient par avion des containers remplis d'armes et de munitions que les sections de sabotage récupéraient pour détruire les communications, les ponts, les routes, les voies ferrées, etc. Les troupes allemandes du Sud-Ouest avaient reçu l'ordre de repli général par la vallée du Rhône pour former une ligne de défense dans le secteur de Dijon. Les maquisards de la région étaient chargés de ralentir les colonnes venant de l'ouest en les dirigeant sur les chemins sinueux et accidentés de l'Hérault et du Gard.

Le 18 août 1944, le lieutenant Dumont, chef du maquis saint-affricain Paul Claie, reçut l'ordre de saboter le goulet rocheux constitué par le Pas-de-l'Escalette et de tenir le barrage pendant trois jours. Dumont confia l'opération à la section de sabotage commandée par le lieutenant américain Edouard Pays que nous surnommions « l'ange » parce qu'il avait été parachuté près de Séverac-le-Château le 15 juin 1944. Au moment du départ fixé le 18 août à 16 heures, le chauffeur habituel du gazobois se

faisait attendre. S'impatientant, « l'ange » m'intima d'aller revêtir mon treillis pour le remplacer séance tenante :

« Martin, va te changer ! C'est toi qui vas conduire... »

Faute de carburant, les maquisards avaient réquisitionné des camions à gazogène, mais, hormis ce chauffeur et moi, personne au sein de la section ne savait les faire tourner. C'est précisément pour remplir cette mission que l'on m'avait enrôlé quelques mois plus tôt. Avant de prendre le maquis, je connaissais déjà tous les gars, puisque mes parents assuraient ou organisaient leur clandestinité.

J'allais m'exécuter lorsque le chauffeur de la section qui avait été retenu par sa belle surgit. « L'ange » revint sur sa décision :

« Martin, tu peux rester chez toi. Il arrive... »

Le groupe partit à bord du camion et d'une traction avant Citroën. Le travail commença le 19 août au matin pour finir le 21 au soir. Le 22 août, dans l'après-midi, une autre équipe releva la section de sabotage, assurant la défense de l'ouvrage. La mission terminée, l'« ange » et ses hommes prirent le chemin du retour en s'arrêtant au Caylar pour boire un verre. Les habitants du village étaient affolés, car des unités allemandes sillonnaient la route de Saint-Pierre-de-la-Fage. Le facteur vint prévenir mes camarades qu'une colonne ennemie était stationnée non loin de là, à la Pezade. Sans doute galvanisé par la Libération considérée comme déjà acquise, « l'ange » s'écria :

« Mais je les cherche, les boches, moi ... On va te les arranger, tu vas voir ! »

Alors qu'il eût été plus sage de passer par le village des Rives, les vingt-trois maquisards remontèrent dans leurs véhicules et se dirigèrent sur l'embranchement de Cornus. Dans la soirée, l'inévitable affrontement se produisit. Le groupe avait conjecturé qu'il passerait à travers la colonne, sous-estimant les forces adverses. Après un combat acharné mais disproportionné – le détachement ne comptait pas moins de douze mille

soldats –, les hommes tombèrent sous les balles allemandes. Pas un seul d'entre eux ne survécut. Les blessés furent achevés ; les corps, mutilés.

Une stèle a été érigée sur le plateau du Larzac, et, chaque année, les autorités civiles et militaires, entourées des anciens maquisards et combattants, amis et sympathisants, commémorent l'événement au mémorial de la Pezade.

Il s'en est peu fallu que je fisse partie du voyage et périsse comme les autres. Le 14 août, quatre jours avant le départ de la section, je sortis miraculeusement vivant d'une autre aventure. Un athée remerciait peut-être le destin ou sa bonne étoile ; le croyant que je suis est convaincu d'avoir été sauvé par la Vierge Marie. Ce jour-là, les maquisards avaient laissé un camion en panne à Villefranche-de-Panat. Je partis en commando avec trois autres types. En chemin, nous tombâmes sur une colonne allemande postée au croisement des routes d'Albi et de Saint-Affrique. Apercevant l'ennemi à quelques centaines de mètres devant nous seulement, nous giclâmes du camion avant de nous enfuir à toutes jambes par groupes de deux. Avec mon coéquipier, nous trouvâmes un fossé où nous terrer. L'occupant, qui avait une peur bleue du maquis, dépêcha deux hommes en side-car pour inspecter le camion, après quoi il ouvrit le feu. Les balles sifflaient dans toutes les directions. Petit à petit, la zone de tir se resserra sur nous. Les Allemands étaient tout près, mais ils avaient tellement mitraillé, pilonné notre position que la terre retombant en pluie avait fini par recouvrir nos corps d'une pellicule rouge qui les fondait dans le paysage, assurant notre camouflage. Les projections de cailloux nous avaient maintes fois donné l'impression que nous étions criblés de balles. Promis à une mort certaine, nous en réchappâmes de justesse ; à l'instant même où mon copain commençait à lever les bras pour se rendre – certain que nous avions été découverts –, le commandant allemand sonna le repli. Les soldats battirent en retraite sur-le-champ.

Le camion ayant été naturellement confisqué, nous gagnâmes Camarès en coupant à travers champs afin de contourner les postes de surveillance. Notre section, qui devait compter trente ou quarante maquisards, avait établi son siège dans un restaurant désaffecté. Tout le monde nous croyait

morts. Les camarades avaient déjà confié à une équipe la mission d'aller ramasser les corps au lever du jour. À 2 heures, mon père ne dormait pas. Debout sur le balcon de son hôtel-restaurant qui bordait la route, il fut le premier à entendre nos pas résonner sur la chaussée. Tout soulagé qu'il était de me revoir, il me sermonna, estimant qu'à dix-sept ans je n'avais rien à faire dans ce genre d'équipée. Nous avions grand-faim et soif, on nous apporta de quoi nous rassasier. Contre toute attente, nos deux frères d'expédition étaient eux aussi passés au travers de la fusillade. Ils étaient revenus quelques heures avant nous, leurs semelles usées, tant ils avaient couru, bondi, enjambé toutes sortes d'obstacles. Quand on vous tire dessus, croyez-moi, vous avez des jambes... !

En ces temps hostiles que l'homme d'aujourd'hui peine à se représenter, je frôlai la mort une troisième fois...

Sous l'Occupation, camions et transporteurs étaient périodiquement réquisitionnés. Une semaine par mois, nous étions à la solde des Allemands. Les chauffeurs de mon père se soustrayaient à cet ordre ; moi non, bien que j'en eusse assez. Un jour, je devais acheminer à la *kommandantur* du Larzac du pain que j'avais été chercher à un point de ravitaillement. Quand on récupérait la marchandise, on obtenait un bordereau écrit en allemand attestant que celle-ci nous avait effectivement été remise. La procédure exigeait qu'on laissât ce reçu au destinataire de la livraison, moyennant quoi on recevait, si le voyage était long, un ticket pour dormir. Quand bien même je n'avais pas tout à fait respecté ma part de contrat – je n'avais pas donné le bordereau à la *kommandantur*, croyant l'avoir égaré –, on me délivra un bon pour descendre à l'hôtel de la compagnie du Midi à Millau. L'ennemi avait réquisitionné l'établissement. Officiers allemands et miliciens procédaient à des contrôles, bloquant l'accès aux chambres. Ils m'apostrophèrent. Comme je n'étais pas en possession de mes papiers – je les avais laissés dans le camion –, ils vociférèrent :

« Terroriste ! Demain, camp de concentration !! »

J'avais beau objecter que je venais d'effectuer une livraison pour eux, ils ne voulaient rien entendre. L'interpellation tirait à sa fin lorsque, plongeant machinalement une main dans la poche de mon pantalon, je tombai sur le bordereau que j'avais glissé là, sans faire attention. Je leur tendis le papier :

« Et ça, qu'est-ce que c'est ? »

Ils l'inspectèrent en opinant du chef.

« *Gut ! Gut !* »

Sur ces entrefaites, ils me relâchèrent. De peur que le vent ne tournât brusquement, je pris aussitôt la fuite, préférant la sécurité de mon camion au confort de la chambre. C'est finalement la négligence, ou l'entorse au règlement, qui me sauva la mise. À cette époque, la vie ne tenait parfois qu'à un fil... Les soldats, comme les civils, pressaient facilement la détente. La suspicion, la violence, les règlements de compte étaient monnaie courante. D'inévitables bévues se produisaient ; d'honnêtes gens en faisaient les frais, comme cet homme que les maquisards avaient roué de coups dans l'hôtel-restaurant de mes parents. L'ayant pris pour le milicien biterrois qu'ils recherchaient, les assaillants ne s'étaient avisés de leur méprise qu'après l'avoir copieusement arrangé. Quelques années plus tard, l'individu revint en pèlerinage sur le lieu du guet-apens, accompagné de son épouse.

« Je ne sais pas comment j'ai fait pour me sortir de là, vivant !... », confia-t-il à mon père.

Je me souviens également de l'assassinat de deux gendarmes camarésiens. Étant aux ordres de Vichy, ils arrêtèrent un camion chargé de bauxite, lequel appartenait à une entreprise de Bédarieux servant les Allemands. Ledit minerai était utilisé dans la fabrication des munitions. Enfreignant l'ordre de mission qu'ils avaient reçu, les deux chauffeurs avaient fait un crochet pour se ravitailler à Camarès. Les gendarmes, par trop zélés, réclamèrent leurs papiers. Leur injonction resta lettre morte. L'un d'eux commençait déjà à relever le numéro de la plaque d'immatriculation lorsque le passager avant, dégainant son arme, lui colla

une balle dans la peau. La victime s'écroula. Son collègue vint immédiatement à la rescousse... pour subir, une fraction de seconde plus tard, le même sort. L'individu avait tiré pour ne pas être dénoncé à l'occupant. En ce temps-là, on ne donnait pas dans le sentiment. Il fallait choisir son camp : ou vous étiez *avec* ou vous étiez *contre* les boches. Aucune compromission n'était possible.